

INTERNATIONAL • CORONAVIRUS ET PANDÉMIE DE COVID-19

Au Mexique, une loi d'amnistie pour freiner la propagation du coronavirus dans les prisons

L'opposition dénonce les libérations dans un pays où la violence des cartels ne faiblit pas.

Par Frédéric Saliba • Publié le 22 avril 2020 à 11h08

Article réservé aux abonnés



Devant l'entrée de la prison de Cuautitlan Izcalli, des prisonniers retrouvent leurs familles, le 14 avril. LUIS CORTES / REUTERS

« *C'est un geste d'humanité* », s'est félicité Ricardo Monreal, le chef de file du parti majoritaire au Sénat mexicain, après le vote, lundi 20 avril, d'une loi d'amnistie visant à désengorger les prisons pour éviter les contagions. La crise du Covid-19 accélère la libération de milliers de condamnés pour des délits mineurs. L'initiative provoque un tollé au sein de l'opposition alors que la violence ne faiblit pas en dépit du confinement.

Lire aussi | [Coronavirus : le Mexique durcit sa stratégie pour endiguer l'épidémie](#)

Masques, visières, gants... Les sénateurs n'avaient pas siégé depuis vingt-sept jours avec l'urgence sanitaire contre le Covid-19. Mardi, le Mexique comptait 9 501 cas et 857 morts confirmés. Le texte, voté la veille, exclut les homicides, les enlèvements, le trafic d'êtres humains et autres usages d'armes à feu. Seuls seront libérés les détenus non récidivistes de délits de « vol sans violence », de « production, transport ou possession de drogue, sans visée de distribution » et d'« interruption volontaire de grossesse ». L'avortement est légal seulement à Mexico depuis 2007 et dans l'Etat de Oaxaca (sud-ouest) depuis 2019. Ailleurs, une femme qui avorte peut risquer plusieurs années de prison. L'amnistie concerne aussi les membres des communautés indigènes qui n'ont pas eu accès à un procès équitable.

« Foyers d'infection »

« *Les prisons sont des foyers d'infection pour les détenus et pour le personnel qui y travaille* », a martelé, lundi, M. Monreal, sénateur de Morena, le parti du président Andres Manuel Lopez Obrador (« AMLO »), majoritaire au Congrès. Six cas de Covid-19 ont été détectés à l'intérieur de deux établissements pénitentiaires dans les Etats de Mexico (centre) et du Yucatan (sud-est). Vingt-quatre autres seraient suspects dans un pénitencier de Tamaulipas (nord-est), selon la Commission mexicaine des droits de l'homme (CNDH), qui s'alarme de la surpopulation carcérale.

Prévu pour 170 000 détenus, le système pénitentiaire en accueille près de 210 000. Au total, 63 % des prisons ne respectent pas les normes d'hygiène, selon la CNDH. « *Dans ces conditions, la distanciation physique et le confinement sont pratiquement impossibles* », s'est inquiétée, la semaine dernière, Michelle Bachelet. La haute-commissaire pour les droits de l'homme des Nations unies a soutenu l'initiative mexicaine.

Lire aussi | [Au Mexique, les cartels s'adaptent à l'épidémie due au coronavirus](#)

L'opposition ne partage pas son avis. « *Ils libèrent des narcotrafiquants !* », s'est alarmé, lundi, Damian Zepeda, sénateur du Parti Action nationale (PAN, droite). La veille du vote a été la journée la plus meurtrière de l'année avec 105 homicides. Le confinement volontaire de la population, décidé le 23 mars, n'arrête pas la violence des cartels dans un pays qui a enregistré 34 608 meurtres en 2019, un record depuis 1997.

Et Cristobal Arias, sénateur de Morena, de répéter : « *Seuls ceux qui ont commis des délits par pauvreté, ou obligés par le crime organisé, seront libérés.* » L'élu fait référence aux « mules », ces femmes arrêtées aux aéroports en possession de drogue. Sans oublier ces milliers de paysans pauvres qui font pousser de la marijuana ou du pavot pour les cartels.

« Pas la priorité »

« *Ce n'est pas la priorité face à la grave crise sanitaire et économique* », a déploré dans les médias Gustavo de Hoyos, le président de la Coparmex, principale confédération patronale. Comme lui, l'opposition réclamait un vote extraordinaire sur les mesures du gouvernement contre l'impact du Covid-19. L'économie pourrait chuter de 7 % cette année. « AMLO » a pourtant refusé d'augmenter la dette et d'accorder des allègements fiscaux aux entreprises, se focalisant sur l'aide aux plus démunis.

La portée de l'amnistie est aussi critiquée. « *Au final, elle concernera peu de prisonniers car il s'agit de peines fédérales. Les Etats locaux décideront, ensuite, pour les autres* », a commenté sur les ondes l'ancien juge de la Cour Suprême José Ramon Cossio. De 5 000 à 6 000 détenus devraient être concernés. Et ces libérations risquent de se faire au compte-gouttes en plein confinement jusqu'au 30 mai.

L'Etat de Mexico et la capitale éponyme ont devancé l'appel, samedi 18 avril, en relâchant 1 972 prisonniers au total. Lundi, le gouvernement a annoncé les « libérations anticipées » de 400 prisonniers de plus de 65 ans. Le lendemain, le pays entrait dans le stade 3 de l'épidémie, celui de l'explosion des contagions.

Lire aussi | [Les frontières, faux remède face au coronavirus](#)

Frédéric Saliba (Mexico, correspondance)